

Plateforme sénatoriale 2021 Primaire socialiste

Gagner pour faire vivre nos couleurs!

En 2020, le monde entier s'est focalisé sur la gestion de la crise Covid. Nous en sommes toujours là ! Des ressources immenses y ont été allouées, nous y faisons face collectivement et nous vaincrons l'épidémie. Mais alors pourquoi ne pas imaginer que la lutte contre la pauvreté dans notre pays et dans le monde puisse bénéficier un jour prochain de la même mobilisation internationale, des mêmes ressources et de la même énergie ?

Nous, Français de l'étranger, sommes naturellement plus particulièrement sensibilisés aux sujets d'ordre international, nous devons porter des principes politiques clairs et lancer des chantiers prioritaires. L'idéal socialiste de solidarité et d'intervention de l'État est une réponse naturelle à la crise. Alors:

Reconstruisons rapidement un État social, régulateur, redistributeur et planificateur pour projeter les intérêts de la nation sur le long terme !

Assurons la protection de l'environnement et celles des droits humains, indissociables puisqu'il s'agit de protéger l'ensemble du Vivant!

Remettons au cœur la puissance publique, pour la valorisation de nos potentiels industriels, et par les réseaux consulaires, dans notre réseau éducatif ou par le rayonnement culturel!

Nos chantiers prioritaires pour les Français de l'étranger.

Enseignement et francophonies

Nous défendrons la place du français dans le monde et servirons les familles françaises à l'étranger en apportant une réponse éducative globale inspirée d'un récit national universaliste et laïc. La soutenabilité financière doit résulter de ces équilibres politiques.

L'accompagnement des familles françaises à l'étranger est une nécessité, alors que 60% des enfants français ne sont pas scolarisés dans le réseau d'enseignement français parfois par choix mais souvent car l'école française coûte trop cher. C'est une aberration politique pour nous socialistes qui défendons les classes moyennes et populaires françaises de l'étranger. L'AEFE perd non seulement de l'influence mais renie peu à peu ses principes fondateurs républicains. Le doublement des effectifs à horizon 2030 signifiera une augmentation des frais de scolarité et la privatisation du réseau, excluant encore davantage les classes moyennes et populaires.

Il nous faut:

- Lier l'homologation des établissements à l'encadrement des frais de scolarité
- Renforcer le bac français international très concurrencé par l'International Baccalauréat (IB) notamment en direction des nouveaux publics francophones
- Affermir les EGD et leur rôle d'établissements formateurs, protéger les statuts des personnels, notamment des titulaires
- Soutenir le dispositif Français Langue maternelle, le LabelFrancÉducation dans le monde entier pour étoffer l'offre scolaire et périscolaire
- Développer la création de filières bilingues, pour répondre aux besoins croissants des familles

Diplomatie économique et rôle de l'État à l'étranger

En matière de diplomatie culturelle, la fondation des Alliances françaises devra mieux jouer son rôle de pilote du réseau et déployer des synergies avec l'AEFE, en renforçant notamment les échelons intermédiaires par le biais de coordinations régionales. Une projection sur deux décennies est souhaitable!

Notre diplomatie économique est « plombée » par des défauts d'organisation de l'État communs à l'ensemble des administrations. Le ministère des Affaires étrangères, interlocuteur et représentant de premier rang auprès des autorités étrangères pâtit entre autres de l'éclatement et du doublonnage des missions internationales entre ministères. L'action régalienne internationale doit être regroupée en son sein.

Nos propositions:

- Réorganiser et renforcer les missions et compétences de la diplomatie économique. La clarification indispensable doit toucher tous les services afin d'accompagner au mieux les acteurs de notre économie et de répondre à leurs besoins
- Au-delà de la crise, il y a nécessité d'étendre nos dispositifs du commerce extérieur aux entrepreneurs français ayant fondé des sociétés de droit local.
- Il faut également favoriser l'information et les offres publiques ou semi-publiques en matière d'intégration professionnelle et d'insertion

Pour une fiscalité juste et simplifiée

Le financement de la crise Covid et de la dette générée appelle des solutions mixtes de la planche à billet, de la dette traditionnelle, des rentrées supplémentaires.

- Une dose d'ISF est souhaitable, tout comme la taxe GAFAM pour contribuer à l'effort de solidarité nationale.
- L'imposition des expatriés est un sujet complexe et nous nous battrons pour sa simplification. L'égalité de traitement pour les Français de l'étranger est essentielle!

Vivre sa citoyenneté, son engagement et son militantisme à l'étranger

La mobilité de nos compatriotes est garantie par les textes, toute limitation ne saurait être provisoire et dument motivée : il appartient aux autorités de consulter les représentants élus pour avis.

La représentation des Français établis hors de France, quoique méconnue, fait partie de notre histoire institutionnelle mais sa tradition démocratique est plus récente puisque ce n'est qu'en 1982 que nos représentants ont été élus au suffrage universel direct. La gauche a mis un point d'arrêt à la cooptation de notables issus d'intérêts catégoriels!

La représentation non parlementaire doit encore évoluer, nous souhaitons ouvrir une consultation large sur les conseillers des Français de l'étranger et l'Assemblée des Français de l'Étranger; le Sénat est le mieux placé pour faire avancer le débat.

Nous vous engageons à apporter vos contributions à cette plateforme dont ce document n'est qu'un extrait. À très bientôt de vous lire.

Vos candidates et candidats

Nos premières propositions:

https://www.laure-pallez.fr/-contributions-au-debat-public-.html